



## Edito

### A SÉQUENCE INÉDITE, RÉPONSE COLLECTIVE

Oui, nous sommes dans une séquence qui ne ressemble en rien à ce que nous avons pu connaître auparavant. Cependant, pourrait-elle être comparable à d'autres dans l'histoire ? Peut-être mais les conditions sociales et sociétales sont différentes, le patronat a appris de ses défaites, il a analysé les causes de ses lourdes pertes, les a théorisées et s'est organisé dans le temps pour reprendre petit à petit ce que les travailleurs lui avaient arraché.

Le patronat a choisi et préparé la séquence politique actuelle. Il est en grande partie responsable du vote extrême droite. Toutes les personnes qui se sont vues déclassées, licenciées, isolées de tout par ses choix sociaux et économiques sont en colère.

Il n'avait pas prévu l'alternative que représente le Nouveau Front Populaire. Il n'avait pas mis un centime sur ce qui est porteur d'espoir et de conquêtes sociales. Il a très certainement misé sur une propension des votes populaires pour l'extrême-droite. Bien moins vrai. Après ce vote, nous pouvons imaginer et être relativement objectifs que des travailleurs votant RN se reconnaissent maintenant comme gagnants de cette alliance en s'appropriant les revendications sociales. Nous connaissons tous la colère sociale, l'exclusion et le mépris qui ont pu entraîner ces votes.

Nous avons fait le travail pendant ce mois incertain et compliqué. Nous avons fait ce que nous devons faire

même si quelquefois, nous pouvons penser que le volet de l'action politique a pris le pas sur le syndical. Nous l'assumons collectivement et publiquement à tous les niveaux de l'organisation. Et nous pouvons nous le dire, notre détermination, notre volonté à faire bouger les lignes ont participé à ce que nous connaissons aujourd'hui.

Pour autant, rien n'est acquis. C'est peut-être là le point commun avec l'Histoire. Contrairement à ceux qui cassent les droits dans l'unanimité par pression et idéologie patronale, les programmes sociaux ont toujours fait l'objet d'après discussions dans des coalitions multiples. Certes les forces de progrès existent mais elles n'ont pas le même degré du dit "progrès". Nous le savions. Si c'était le cas, nous serions depuis bien longtemps dans une société débarrassée du capitalisme.

Une chose est sûre. Quand la pression et le rapport de forces des travailleurs existent pour aller chercher des avancées, les choses s'éclaircissent et les programmes se mettent en place. D'ailleurs, s'il y a bien une force politique déterminée qui l'a compris, c'est bien le patronat.

Oui, le capital l'a bien compris. Après un mutisme apparent depuis un mois, il revient au-devant de la scène plus véhément que jamais. Depuis, les résultats n'allant pas dans son sens, il a accéléré les dis-

.../...

#### Sommaire :

Edito : A séquence inédite, ...	P. 1 & 2
Pensée du jour	P. 2
Kanaky	P. 2
Tract UD - Première bataille gagnée	P. 3
Courrier UD aux députés	P. 4
Prise de parole - 28 Juin 2024	P. 5
CESER - Déclaration intersyndicale - 24 juin	P. 6
CESER - Economie sociale et solidaire	P. 7
70è anniversaire - Colo de Péronne	P. 8 à 10



#### AGENDA

\*\*\*

## Bons congés payés les camarades !



cussions avec ses alliés. Ne tremblant pas dans un premier temps, il se retrouve dans une situation assez inconfortable qui l'oblige à déclarer la guerre aux travailleurs.

Les propos du patron du Medef sont clairs : « On a l'impression que le débat politique s'est affranchi des réalités économiques, beaucoup de responsables ne parlant que d'augmentations de dépenses et d'impôts" et de continuer sur le programme "Sa mise en œuvre serait fatale pour l'économie française et précipiterait notre déclin". Voilà la considération qu'il porte aux revendications mais rien de surprenant.

Allez, pour quelques mots, je me mets à sa place : il est vrai que l'économie et les profits doivent encore primer sur le bien commun. D'ailleurs, nous sommes tous conscients que le "ruissellement" existe, que les richesses créées sont partagées dans la force de travail, que les exonérations de cotisations participent aux augmentations de salaires et au financement de la Sécu, que les cadeaux fiscaux et l'optimisation fiscale facilitent le développement des services publics, que les délocalisations sont bonnes pour le pays, que la mondialisation est excellente pour les emplois, et que l'économie de guerre, la guerre en soi, sont un mal nécessaire pour le bien des français.

La réalité et les rapports de forces sont plus que jamais posés. D'une part un patronat qui se pense aux abois et qui fait tout pour se sortir de ce moment instable pour garantir sa continuité d'opresseur, d'autre part, la masse des travailleurs, des retraités, des chômeurs et de la jeunesse qui voient une chance inouïe de faire bouger les choses.

Nous avons notre destin entre nos mains. Nous avons une opportunité historique de faire vivre et aboutir nos revendications pour une existence meilleure.

Nous devons prendre la dimension de ce qui se passe à grande échelle et pour améliorer notre quotidien futur, pour nos enfants et nos anciens.

Camarades, nous avons LA responsabilité d'arriver à nos fins.

Le combat sera long, mais je sais que vous ne lâcherez rien jusqu'au bout.

Bons congés et reposez-vous, profitez comme il se doit, la bataille ne fait que commencer.

*Sébastien MARTINEAU*  
*Secrétaire Général*

## **PENSÉE DU JOUR**

Un jour, un enseignant a sorti un poisson d'un bocal d'eau et l'a posé sur son bureau devant une classe pleine de jeunes enfants et leur a dit : "*Quiconque quitte son siège sera puni*". Aussi tous les enfants sont restés assis à regarder le poisson sauter à côté du bol d'eau, à bout de souffle, agonisant, mais aucun d'eux n'osait se lever et quitter son siège par peur de la sanction.

Finalement, une gamine a bondi et couru vers le poisson, le ramassant doucement et le remettant à l'eau, refusant de le laisser souffrir davantage.

Alors l'enseignant a dit à la classe : "*c'était une leçon. La peur d'avoir des ennuis ne devrait jamais vous empêcher de faire ce que vous estimez être juste. Parfois, vous devrez peut-être vous opposer à l'autorité et aller à l'encontre de la pensée du groupe, si vous savez que c'est la bonne chose à faire*".

## **KANAKY**

Suite aux évènements en Kanaky, que l'on peut qualifier de répression coloniale, 7 prisonniers politiques ont été déportés vers des prisons en métropole. C'est une pratique courante de la France colonialiste (voir les transferts de militants indépendantistes algériens, depuis la conquête jusqu'à l'indépendance).

La presse nous apprend les conditions de ce déracinement : une trentaine d'heures de vol militaire, menottés pendant tout le trajet (peur qu'ils s'évadent de l'avion ?!), avec interdiction de parler, impossibilité de contact avec la famille. Depuis, la plupart sont en régime d'isolement. France, pays des Droits de l'Homme ??!

Parmi ces 7 prisonniers politiques, l'un est emprisonné à Bourges, Guillaume VAMA, agro-forestier et militant pour une économie équitable.

A l'appel d'une dizaine d'organisations -dont l'UD-CGT- un rassemblement de soutien a eu lieu, samedi 6 juillet, devant la Halle au Blé à Bourges. Beaucoup d'émotion avec la présence de Kanaks, membres de sa famille et amis, venus de toute la France, et qui ont témoigné de la personnalité militante de Guillaume VAMA, de l'histoire réelle de ce territoire, de sa riche culture avec des chants, musiques et poèmes. D'autres actions sont à venir, et en contact avec son avocat.

Nous condamnons cette déportation comme une brimade inhumaine, exigeons une rapide libération et la relaxe de ces prisonniers politiques, de même que ceux emprisonnés en Kanaky.

Les récentes élections ont montré l'exigence de justice exprimée par les Français...

L'UD-CGT du Cher a envoyé à Guillaume VAMA un message de soutien : "*L'Union Départementale des syndicats CGT du Cher réunie en Commission Exécutive ce 9 juillet salue le militant que tu es. Ton engagement pour la justice, la démocratie et la paix est tout en ton honneur.*

*Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'expulsion de ton territoire et l'éloignement de tes proches. Nous t'apportons tout notre soutien en espérant une rapide libération. Courage, Camarade !"*



# PREMIÈRE BATAILLE GAGNÉE !

**TOUT RESTE À FAIRE POUR GAGNER LES SUIVANTES**

## - UNION DEPARTEMENTALE CGT DU CHER -

*Nous qui produisons avons le pouvoir de changer le cours de l'histoire*

*Nous sommes le nombre. Sans nous, rien ne peut exister.*

L'Union Départementale CGT du Cher appelle l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à s'organiser, se syndiquer, se rassembler et s'unir pour obtenir leurs revendications.

**UNE LARGE MAJORITÉ DES CITOYENS A EXPRIMÉ SON CHOIX POUR LE PROGRÈS SOCIAL, LA JUSTICE ET LA PAIX.**

Macron doit reconnaître et respecter le résultat de l'élection, qui a placé le Nouveau Front Populaire en tête. Il doit permettre la formation d'un gouvernement qui rompt avec les politiques libérales et anti-sociales.

**SEPT ANNÉES DE MACRONISME, SOUTENU PAR L'EXTRÊME DROITE, ONT ENTRAINÉ UNE ÉROSION MASSIVE DES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS.**

Personne n'a oublié la réforme des retraites rejetée par plus de 70% de salariés, l'érosion des salaires et des pensions à cause de l'inflation, la destruction de l'emploi industriel, la ruine des services publics (hôpital, école ...), la stigmatisation des chômeurs ...

**LE RECOURS SYSTÉMATIQUE AU 49.3 POUR IMPOSER DES MESURES RÉACTIONNAIRES A SUSCITÉ UNE COLÈRE CROISSANTE.**

A nous d'imposer, avec les travailleuses et les travailleurs, le rapport de forces pour faire aboutir nos revendications. Nous sommes les producteurs de richesses, nous devons prendre en main notre destin !

**METTONS L'ENSEMBLE DES DÉPUTÉS SOUS VIGILANCE CITOYENNE ET SYNDICALE**

**DÉSORMAIS, IL EST QUESTION D'ALLER CHERCHER LE PROGRÈS SOCIAL ET DE GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS**

L'argent existe dans notre pays, mais il est accaparé par une minorité qui a profité de réductions fiscales, de la suppression de l'impôt sur la fortune et de cadeaux incessants financés par l'argent public.

- L'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions, des minima sociaux
- L'abrogation de la réforme des retraites,
- L'abrogation de la réforme sur l'assurance chômage et de la loi dite du plein emploi,
- L'abrogation de la loi immigration,
- Des recrutements massifs dans les services publics, éducation, santé...
- La levée de toutes les mises en examen de tous les syndicalistes.

**Nous sommes le nombre. Sans nous rien ne peut exister.  
Donnons-nous les moyens d'améliorer durablement nos conditions d'existence.**

*Se syndiquer, s'organiser pour gagner !*

INFORMEZ-VOUS & SYNDIQUEZ-VOUS >>>



<https://www.udcgt18.fr>



ud cgt cher



Aux députés du Cher

Monsieur CORMIER-BOULIGEON François  
Monsieur KERVRAN Loïc

Monsieur le député,

Le camp progressiste a remporté une victoire électorale inattendue, obtenue grâce à la mobilisation citoyenne et aux efforts des organisations de la CGT. Une fois de plus, grâce aux voix de gauche, il a été possible de repousser une extrême droite qui n'avait jamais été aussi proche d'accéder au pouvoir. Cependant, l'état de cli-vage de la société et les résultats électoraux suggèrent que ce barrage pourrait avoir fonctionné pour la der-nière fois.

Lors du second tour des élections, grâce aux voix des électeurs du Nouveau Front Populaire et à l'implication de notre organisation, des députés Ensemble ont été élus dans tout le pays, notamment dans le Cher. Les der-nières analyses montrent que 72% des électeurs ayant voté NFP au premier tour ont soutenu un candidat En-semble au second tour, contre seulement 54% des électeurs ayant voté Ensemble au premier tour qui se sont reportés sur un candidat PS-EELV-PCF, et 43% lorsqu'il s'agissait d'un candidat LFI. Dans notre département, les reports sur votre candidature ont été systématiques, vous permettant d'être élu aujourd'hui. Malgré les lois conservatrices que vous avez appuyées lors de votre dernier mandat, nous considérons que vous êtes un candi-dat républicain et démocrate.

Vous ne pouvez ignorer les attentes colossales en matière de retraites, de salaires dans les secteurs privé et public, de réindustrialisation et de services publics. Répondre à ces attentes est essentiel pour contrer les idées d'extrême droite. Si votre mandat ne devait pas concourir à les faire reculer, voire participer à les faire croître, vous en porteriez l'entière responsabilité.

De plus, le grand patronat et les grandes entreprises ont bénéficié d'aides publiques pendant des années, de la part de la précédente majorité. Ces aides n'ont fait l'objet d'aucune condition et n'ont pas permis de créations nettes d'emploi, entraînant une réduction des recettes pour la protection sociale. Les conséquences sur l'accès aux soins de la population ne sont plus à démontrer et ont participé au déclassé-ment d'une part significative de travailleuses et de travailleurs.

En conséquence, nous vous demandons, Monsieur le Député, de ne pas vous opposer aux attentes qui ont été exprimées et de soutenir toutes les propositions visant à améliorer durablement la vie quotidienne de chacune et chacun. Vous avez la responsabilité de permettre l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, d'abroger la réforme portant la retraite à 64 ans, de réinvestir dans les services publics et de faire de la réindustrialisation de nos territoires une réalité.

Nous tenons à vous informer que nous serons attentifs à vos prises de position, ainsi qu'à vos votes. Si toute-fois, vous vous opposiez aux mesures répondant aux revendications des travailleuses et des travailleurs, nous n'hésiterons pas à nous mobiliser et à mobiliser les salariés du département pour vous les rappeler. Par ail-leurs, nous envisageons nationalement, de mettre sous vigilance populaire et syndicale les députés de la nou-velle assemblée.

Nous vous contacterons afin de pouvoir nous rencontrer rapidement.

En souhaitant qu'il vous soit possible d'entendre les attentes des travailleuses et des travailleurs,

Veillez agréer, Monsieur le Député, nos salutations distinguées.

Pour l'Union Départementale  
Le Secrétaire Général  
Sébastien MARTINEAU



U.D.-C.G.T. du Cher  
8, Place Malus - 18000 BOURGES

☎ 02.48.21.24.79  
cgt.ud.cher@wanadoo.fr CCP La Source 442-63 C  
Site Internet : [www.udcgt18.fr](http://www.udcgt18.fr)



# UN SURSAUT DEMOCRATIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL S'IMPOSE



## RASSEMBLEMENT LE VENDREDI 28 JUIN DEUX JOURS AVANT LES ELECTIONS LÉGISLATIVES *18 heures devant l'ancienne Maison de la Culture*

Bonjour à toutes et à tous,

Nous sommes à deux jours d'une élection inédite, inédite tant elle sera déterminante de l'avenir du pays, de notre avenir à toutes et à tous. Ce premier tour des législatives donnera une réelle photographie de l'audience des partis politiques et des blocs en présence.

Il donnera une vision de ce que veulent les citoyens ou de leur colère et de ce qui peut nous attendre par la mise en place des programmes. Nous sommes à deux jours d'un basculement, d'une continuité ou de jours meilleurs.

Pour le camp des travailleurs, pour la jeunesse et pour les retraités, ce premier tour donnera de l'espoir progressiste ou la continuité et la déchéance des droits sociaux, des droits individuels et collectifs.

Il donnera aux syndicats présents ici ce soir, la responsabilité et la continuité d'un travail immense dans les entreprises et dans les services publics.

Travail, qui au plan national, a débuté dès le lendemain des élections européennes avec une déclaration ferme de l'intersyndicale contre les idées d'extrême droite et le RN, et demandant un front politique porteur de progrès social. La demande de faire collectif politique, de faire front social et front politique a été entendue et nous pouvons nous en féliciter.

Dans cette période historique ouvrant de nombreuses perspectives de changements, nous sommes unis, ensemble pour porter une autre vision du système économique au service des travailleurs, des chômeurs, des retraités et de la jeunesse contre la réalité actuelle, qui est dédiée aux profits, aux dividendes, au patronat et à la finance.

Ce travail intersyndical national a été repris très rapidement par les syndicats ici présents. Nous nous félicitons d'avoir eu des rencontres régulières et des expressions communes à chaque fois. Nous avons fait en sorte de nous appuyer sur ce qui nous rassemble et en même temps de ne pas perdre les identités de chacun. Nous avons réfléchi et construit collectif pour l'intérêt général et le bien de tous.

Nous en sommes là aujourd'hui. Un front populaire, social et politique qui porte une grande partie de nos revendications collectives et qui peut réellement gagner ce premier tour. Un bloc qui va permettre de nombreuses avancées collectives et individuelles, sociales et sociétales, environnementales et économiques.

C'est ce qui plait chez les travailleurs qui pensaient se retrouver dans le programme du Rassemblement National. Ils changent d'avis pour voir porter le SMIC à 1600 euros, pour l'abrogation ferme et sans condition de la réforme des retraites et la retraite à 60 ans, contre la loi Travail et de l'assurance chômage, pour redonner les moyens nécessaires à l'hôpital public, à l'Education Nationale et aux services publics.

Nous l'avons dit plus haut, prenons conscience que nous sommes à un tournant de l'histoire, qu'une opportunité s'offre à nous comme jamais depuis des décennies, que c'est aux travailleurs eux-mêmes, par les urnes et non par l'abstention, de prendre leur destin en main, à travers les revendications de ce front social et politique.

La cible, c'est le RN et ceux qui véhiculent ces mêmes idées antisociales, racistes, fascistes, de haine et de violence

Votons et faisons voter. Dimanche, pas une voix pour le RN, pas une voix ne doit manquer pour le progrès social, le changement de société et pour le front populaire.





## DÉCLARATION INTERSYNDICALE SÉANCE PLÉNIÈRE DU CESER CENTRE VAL DE LOIRE LE 24 JUIN 2024

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

Il faut un sursaut démocratique et social. A défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir. Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'Histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- ◆ *Augmenter les salaires et les pensions ;*
- ◆ *Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;*
- ◆ *Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;*
- ◆ *Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;*
- ◆ *Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;*
- ◆ *Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;*
- ◆ *Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail ;*
- ◆ *Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;*
- ◆ *Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi ;*

L'apolitisme, c'est-à-dire l'interdiction d'aborder des débats politiques, est souvent le cheval de Troie de l'extrême-droite. Dans l'idéologie de celle-ci, les salariés ne doivent pas s'occuper de l'organisation de la société ou même des grands choix des entreprises. L'extrême-droite défend la collaboration de classe (on est tous dans le même bateau donc les décisions patronales ne doivent pas être contestées). C'est pour cela que la charte du travail de Vichy (1941) interdit les confédérations syndicales et veut les remplacer par des corporations. Elle interdit également la grève.

Nos organisations syndicales sont indépendantes mais pas neutres ! Elles considèrent que la situation est particulièrement grave. C'est pourquoi nous appelons à tout mettre en œuvre pour faire échec à l'extrême-droite les 30 juin et 7 juillet.



## **Intervention du groupe CGT au CESER par Nicolas Lepain**

### **ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

L'Économie Sociale et Solidaire repose d'abord sur le statut juridique d'une structure, ainsi certaines banques se réclament de l'ESS d'autres sont des SA, certains clubs sportifs sont associatifs d'autres sont des Sociétés Anonymes Sportives Professionnelles.

La frontière est souvent mince et les risques de dévoiement du but originel avérés.

l'ESS ne se décrète pas. Elle se crée, se développe et meurt en fonction des besoins, des moyens, des capacités des acteurs et usagers qui la font vivre. Il est impossible de dire que l'on va décupler l'ESS, à moins d'avoir un destin à lui dédier.

Car l'ESS sert depuis trop longtemps d'amortisseur social face aux dégâts de la logique de gestion capitaliste, mais également aux carences et démissions des pouvoirs publics, ainsi qu'à l'abandon des territoires. L'avis illustre ce fait : sur Orléans Métropole 10, 7 % des emplois résultent de l'ESS, la proportion passe à 35, 9 % pour ComCom de Néronde qui se voit laissée à la débrouillardise de ses habitants.

Comme le souligne l'avis, voilà 70 ans l'Abbé Pierre lançait son action pour donner une seconde vie aux choses et aux humains.

Voilà 70 étés, la CGT du Cher fondait le Centre de Vacances de Péronne afin d'emmener les enfants les plus défavorisés en vacances.

De nos jours, l'Économie Sociale et Solidaire agit comme un label, ou plutôt comme un alibi. Tout est Économie Sociale et Solidaire, surtout les banques.

Si l'ESS naît de la volonté d'agir dans un esprit coopératif libéré du joug de la logique de gestion capitaliste, elle ne peut néanmoins se substituer à l'action publique.

En ce sens les régies publiques des eaux, des transports ou de collecte d'ordures ménagères mais aus-

si l'hôpital avec le financement de la protection sociale, via les cotisations de Sécurité Sociale, sont une forme de l'Économie Sociale et Solidaire.

Nous le constatons quotidiennement, notre société est bancale.

Là encore l'ESS intervient pour réparer les ravages occasionnés par les mauvaises conditions de travail. Ainsi, la fédération CGT des travailleurs de la métallurgie a fondé, il y a longtemps, le Centre Louis Gagnon à Vouzeron dans le Cher dans le but de permettre aux accidentés du travail de retrouver un emploi. Ce centre, plus largement, forme des handicapés, leur donnant accès à une qualification reconnue.

L'ESS n'a pas non plus vocation à compenser les troubles liés à la réforme France Travail et à l'abandon d'innovation du secteur industriel qui lui privilégie la recherche perpétuelle de profit.

Le label école E commerce, sous label Emmaüs, ne permettra que la vente de produits importés pour la majorité.

Le caritatif sera-t-il l'avenir humain ?

L'avis produit un tableau, source BMO-France Travail 2024, où figurent des métiers qui n'ont rien à faire dans l'ESS : agent des services hospitaliers, ouvrier peu qualifiés en conduite d'équipements d'usinage ou encore l'énigmatique ouvrier peu qualifié de l'extraction et des travaux publics. Demain les cimenteries exploitant le sable deviendraient des SCOOP, et pourquoi pas Total Énergie une amicale laïque ? Sans compter le côté "peu qualifié" de ces métiers.

En revanche, il est positif de former les dirigeantes et dirigeants de l'ESS à l'exercice de leur mandat, afin de prévenir des faillites et fautes de gestion qui brisent trop souvent nombre de structures ESS.



### Allocution de Dominique CEVOST - Président de l'Œuvre de Péronne lors du 70ème anniversaire du Centre Jean Andros

Mesdames, Messieurs,  
Cher(e)s ami(e)s et cher(e)s camarades,

C'est avec grand plaisir que le conseil administration de l'œuvre de Péronne vous accueille au centre de vacances Jean Andros dans le cadre du 70e anniversaire.

Je ne suis pas un grand orateur. De plus, j'ai quelques problèmes d'élocution. Aussi, vous voudrez bien m'en excuser, il y a des moments où je me trompe de mots. Par contre, après le vin de Péronne, ça va mieux !

La grande histoire de notre institution commence à la Libération en 1945. La guerre a laissé un pays dévasté.

Je cite les termes de Jean-Pierre PIETU lors du 50 cinquantième de la colo : « Les enfants ne sont pas responsables et pourtant les adultes leur ont volé jeux, rires, nourriture et soins ».

C'est à ce titre que L'Union Départementale CGT du Cher décide de créer des colonies de vacances.

Après plusieurs lieux (Subligny, Allogny, Chambon-la-Forêt, Neuvy-sur-Barangeon, Lignières, La Couarde, etc.) en location, la commission sociale de la CGT souhaite acheter des locaux pour enfin mettre en œuvre leur projet pédagogique.

En 1953, nous parlions très peu du réchauffement climatique. En ce mois de décembre, il ne faisait pas très chaud : neige et verglas étaient au programme.

Et pourtant, la semaine de Noël, Maurice Louis, Louis Piétu, André Sennegeon et Jourdain, accompagnés des représentants de l'UFOVAL 71, découvrent les bâtiments d'une colonie de 60 lits au lieu-dit le Carruge.

Suite à cette visite, un accord verbal pour l'achat de ceux-ci alors que la CGT ne dispose pas des fonds nécessaires.

Il a fallu 4 années de démarches (l'Etat, la CAF, Jeunesse et Sports, département, communes) et de souscriptions auprès des syndiqués CGT, pour que

l'acte de vente soit enfin signé le 5 avril 1958.

C'est en hiver 1954 que le transfert du matériel de Chambon-la-Forêt à Péronne est réalisé.

L'été suivant, les enfants sont accueillis pour 3 séjours de 30 jours (à l'époque, les grandes vacances étaient du 1er juillet au 30 septembre). C'est la même équipe d'animation qui assurera ces trois séjours sous la direction de Louis et Raymonde PIETU.

Raymonde, notre présidente d'honneur, ne peut être présente ce jour. Avec son époux, ils ont accompagné la naissance de leurs 4 enfants : Jean-Pierre, Paul, Françoise et la colo de Péronne. A ce titre, nous lui adresserons une carte dans laquelle vous pouvez rappeler votre attachement à la colo, vos souvenirs ou gratifier la famille PIETU du travail accompli durant ces 70 années.

Au cours de ces années, nous avons accueilli plus de 20 000 enfants dans le Haut-Maconnais au Carruge. Ils y ont découvert la collectivité, l'entraide, l'autonomie. Avec les équipes d'animation, ils jouent, ils fabriquent, ils chantent, ils découvrent l'amitié et même l'amour, ils pleurent à la fin du séjour.

Merci aux nombreux directeurs, factotums, assistants sanitaires, personnels de service, surveillants de baignade, animateurs pour leur dévouement au bénéfice des enfants.

En 70 ans, des liens entre les Berrichons et les Péronnais se sont construits. En arrivant au foyer, j'ai souvent entendu « Tiens, la colo débarque ». Péronne nous a été un pays d'accueil.

Lors du transfert du matériel en 1954, à Champagne, le camion est bloqué. Spontanément, les voisins, les viticulteurs, nous aident à transporter le matériel de la colo avec leurs tracteurs.

Depuis, quand nous arrivons au Carruge, nous sommes autant Péronnais que Berrichons.

Merci à la population de Péronne et du canton, merci aux conseillers municipaux et aux maires,

passés ou actuels, pour leur coopération au cours de ces nombreuses années.

Je comparerais la colo à un grand arbre. Pour qu'un jeune arbre se développe, il lui faut des racines de bonne qualité, un tronc solide et des branches qui chaque année s'intensifient.

La plantation revient à l'Union Départementale CGT du Cher, toujours propriétaire des bâtiments, sous l'impulsion de Maurice Louis, Louis Piétu et Jean Andros.

Les racines, ce sont nos anciens, certains décédés, qui se sont battus pour que vive la colo. Ils étaient très nombreux lors des chantiers : construction de l'infirmerie, des préfabriqués, le préau, le bâtiment des grandes filles, du grand bâtiment, de la cuisine (rénovée cette année), la laverie, les douches, la piscine, etc.

Le mouvement syndical CGT du Cher peut être fier, fier des ces militants qui par centaines ont contribué au développement de colo.

Le tronc de notre arbre c'est le conseil d'administration par la présence régulière de ses membres (le dimanche matin) et les réunions spécifiques.

Le bail emphytéotique de 99 ans, qui lie l'Union Départementale CGT du Cher et l'œuvre de Péronne ayant été signé en 1980, il nous reste encore plusieurs années à nous réunir les dimanches matin.

Merci camarades.

C'est aussi ceux qui adhèrent à l'association, aux dons que nous recevons. Merci à vous en espérant que vous continuerez à le faire les années suivantes.

Pour que notre arbre soit en pleine forme, il faut l'entretenir régulièrement. C'est le rôle des centaines de bénévoles qui se sont relayés depuis

1954 : entretenir, améliorer, construire, convoier, administrer, gérer, etc. Le bénévolat reste la sève de notre arbre.

Le nombre d'heures et le nombre de kilomètres effectués sont considérables, le tout dans une ambiance chaleureuse même si des fois on parle fort, on s'engueule et on termine dans la cave à Jules.

Rappelons-nous de l'année où la commission de sécurité, à quelques jours du départ des séjours, a donné un avis défavorable à l'ouverture de la colo.

L'ancien maire de Péronne, M. BRUNET, déclara aux instances administratives : « vous ne les connaissez pas, ils l'ont dit donc ils le feront ».

Grâce à une poignée de bénévoles, après l'accord de cette commission, les enfants arrivent au centre dans des locaux en toute sécurité.

Vous les bénévoles, je vous présente mon respect et ma reconnaissance. Beaucoup d'autres personnes ne l'auraient jamais fait.

Notre arbre est costaud. Des fois, certaines branches tombent, se cassent. Mais, il y aura toujours des rejetons qui reverdiront ensuite.

Merci à tous pour votre présence, merci à l'Union Départementale CGT du Cher et à ses syndiqués pour leur aide, merci à nos financeurs et aux collectivités locales qui nous soutiennent, merci aux familles qui nous font confiance, merci à nos cher(e)s bénévoles pour vos travaux conséquents.

Au niveau matériel, un remerciement à l'association Péronne Animation pour le prêt des barnums et un remerciement spécial à la SAS Rousset – Delbecq qui nous offre l'apéritif.

Bon anniversaire, Vive la colo de Péronne et maintenant que la fête commence !

---

---

## **70ème anniversaire - Colo de Péronne**

### **Message de Sébastien MARTINEAU**

*Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT du Cher*

Cher(e)s ami(e)s, Cher(e)s Camarades,

Je tiens tout d'abord à m'excuser de mon absence.

Je tenais à vous adresser ce petit message à titre personnel, en tant que membre du conseil d'administration et surtout au nom de la direction de l'UD pour vous remercier chaleureusement de l'excellent travail accompli depuis soixante-dix ans.

Je ne me suis jamais rendu au centre mais j'en ai beaucoup entendu parler dans l'UD avant d'être membre du CA. A mon arrivée, notre camarade Jean-Claude Pelletier, avec qui j'avais de très bonnes relations, me faisait régulièrement des comptes rendus de réunions, des chantiers et des séjours.

Année après année, votre travail acharné, votre

engagement bénévole qui ne peut se comparer à aucune autre organisation, et qui participe pleinement à l'accueil d'enfants de tous horizons, doivent être mis en avant, valorisé et reconnu.

Sans cette volonté de faire cause commune, pour et dans l'intérêt des enfants, vous ne seriez certainement pas présents aujourd'hui.

L'union Départementale CGT est fière de cette œuvre obtenue par la volonté de militants, eux aussi acharnés, de promouvoir le bien-être et le droit aux vacances pour toutes et tous. Sans ces dizaines de camarades anciens ou actuels, qui ont participé et participent toujours à l'entretien, à la direction, à l'intendance et l'organisation des camps et au bon fonctionnement des séjours, nous aurions très certainement dû arrêter cette belle histoire.

Mais il n'en est rien. Le centre est bel et bien là, il fonctionne très bien et c'est grâce à vous qu'il existe. Vous pouvez en être fiers.

Nous sommes conscients que les directions successives de l'UD ne se sont pas vraiment impliquées dans le fonctionnement. Même si parfois les bras et les bonnes volontés peuvent manquer, comme dans le militantisme syndical, nous sommes persuadés

que les équipes et toutes les belles personnes que vous êtes nous excuseront tant le travail militant dans la CGT est énorme depuis des années et particulièrement maintenant.

Les colos tenues par les travailleurs n'existent quasiment plus. Ce sont les patrons et le système marchand qui ont repris la main depuis des années pour faire du profit sur le dos des familles. Nous sommes une "verrue" dans ce système, et ici, nous la défendons et l'assumons.

Alors, même à distance, de Bourges, nous réitérons notre fierté d'avoir des militants associatifs et syndicaux, des bénévoles qui ne comptent pas leur temps pour faire vivre cette institution. Oui c'est une institution connue et reconnue qui fêtera, bien évidemment, ses 80 ans en 2033.

Merci pour tous les moments que vous avez partagé entre vous. Merci pour les rires et les joies que vous avez su créer. Merci pour les milliers d'histoires et d'images ramenées par des enfants, aux souvenirs heureux. Merci pour votre dévouement sans compter et sans contrepartie.

Merci à vous et bonne journée.



## & La maxime du mois &



**LES ESPRITS FORTS DISCUTENT DES IDÉES,  
LES ESPRITS MOYENS DISCUTENT DES ÉVÈNEMENTS,  
LES ESPRITS FAIBLES DISCUTENT DES GENS.**

**SOCRATE**